

Sur les tendances émeutistes des manifestations

Les manifestations récentes contre l'article 24 de la loi sur la sécurité globale et en réaction, entre autres, à l'agression policière contre Michel Zecler, montrent que celles-ci ne font plus médiation en tant qu'expression d'un antagonisme entre pouvoir et forces sociales/politiques, comme le faisaient auparavant celles qui étaient convoquées par les organisations ouvrières traditionnelles. En effet, elles mêlaient étroitement et adroitement les manifestations catégorielles, de la manifestation des intermittents à la manifestation des infirmières, en passant par celle des enseignants, avec les manifestations plus unitaires et plus politiques comme celles sur la loi-travail et contre la réforme des retraites. Les différences de revendications et les différentes conceptions de l'expression des antagonismes ou plus modestement de la conflictualité capital/travail s'avéraient secondaires tant que la transmission des mécontentements s'y opéraient. C'est la taille de la manifestation qui déterminait sa réussite ou son échec encore davantage que le taux de grévistes sensiblement en baisse au fil des années, à tel point que leur horaire de départ (souvent vers 11 h-11 h 30) était de plus en plus déterminé syndicalement par la possibilité de rameuter du monde à la pause déjeuner pour faire nombre même sans faire grève, pour faire une démonstration de force même si elle en restait au stade de la démonstration.

Or, aujourd'hui, nous n'en sommes plus là. Ce n'est plus le service d'ordre syndical qui quadrille la manifestation, mais les forces de l'ordre dans un espace lui-même déterminé en fonction de ses finalités particulières au sein du dispositif urbain qui s'est imposé dans la société capitalisée. Un dispositif qui, comme dans le monde du travail privilégie la fluidité et la circulation et la rue est vue par l'État comme un lieu où l'individu se doit de n'être qu'un passant parmi d'autres, un explorateur du patrimoine, un consommateur dans de longues avenues emblématiques de la consommation et de la distinction comme les Champs-Élysées ou des établissements dans le goût de l'Hôtel Dieu transformé en temple du capitalisme. Toute autre attitude, et qui plus est collective, nous plonge dans une confrontation avec l'État comme les multiples manifestations de Gilets jaunes l'ont prouvé à partir du moment où elles ont affirmé en actes le fait qu'il n'y avait pas pour elles de zone interdite. Évidemment au quotidien cela ne se voit pas ou peu, car la fluidité et la circulation urbaine sont routinisées et que c'est seulement la rupture, pour une raison ou une autre, de cette routinisation qui produit un choc parce que, tout à coup, comme sur les ronds-points, on assiste à un détournement de la fonction codée qui s'avère intolérable non seulement pour les autorités qui déterminent les codes, mais aussi pour toutes les personnes qui travaillent et vivent de cette structuration de l'espace et qui se retrouvent impactés par le détournement¹.

Si autant du côté des syndicats que du gouvernement on continue à compter le nombre de manifestants, pour ce dernier, il s'agit surtout de rendre compatible la manifestation avec l'objectif de la préservation des lieux marchands. À cet aune, c'est donc la place qu'occupe la manifestation dans les rapports de force politiques qui doit être revue.

Il est de plus en plus clair que les manifestants ne sont plus tolérés que dans un plan de circulation qui les exclut des lieux historiques de manifestation, des lieux de pouvoir et des zones de centre-ville comme si finalement la mobilité des manifestations n'étaient encore tolérée que comme un moment particulier du passage où simplement, le passant individuel devient passant collectif. Avec les arrêtés interdisant les manifestations en centre-ville à Lyon et dans bien d'autres villes on peut dire que le message est clair. Et dans un contexte sinistré de crise sanitaire, encore plus aujourd'hui qu'hier, nulle perturbation ne doit mettre en péril une activité économique et commerciale en souffrance. À Lyon, par exemple, les barrages à chaque intersection en direction de l'hyper-centre et sur les ponts de la Presqu'île, appliquent cet objectif. C'est alors chaque manifestant faisant un pas de côté par rapport à ce rôle passif de passant collectif, en devenant d'une manière ou d'une autre un activiste, qui devient alors porteur d'une possible résistance à la société capitalisée.

Depuis les grandes manifestations contre la loi-travail et jusqu'au mouvement des Gilets jaunes, une nouvelle structuration des manifestations s'est mise en place du fait du déclin syndical et de son incapacité à encadrer les manifestations ; du fait, complémentaire et en interaction, que de plus en plus de manifestants combatifs ne se reconnaissent plus sous aucun drapeau au sens propre comme figuré. Plus sous la banderole de leur entreprise ou administration, mais plus non plus sous les drapeaux des organisations gauchistes et anarchistes. La nouvelle structuration s'est alors établie sous la forme d'un cortège de tête qui ne représentait pas l'ordre habituel des défilés, le plus souvent déterminé en fonction du poids des organisations ouvrières (donc le plus souvent la CGT en tête). Le « rendu » était alors celui d'un cortège de tête regroupant les Gilets, les antifas parfois, les salariés les plus à la pointe des luttes du moment et ne se contentant pas de l'étiquette syndicale (cheminots, infirmières) et tout un chacun qui s'identifiait à une portion de manifestation « activiste » plus que passive. Sans autre représentativité que sa propre présence, il entretient un rapport ambigu avec une fraction peu importante numériquement opérant sur le modèle black block. Cette fraction initie son propre « défilé » au cœur de cortèges de tête qui ne leur appartiennent pourtant pas en propre et cela peut parfois apparaître, de ce fait, comme une sorte de coup de force sur la manifestation, alors qu'ils pensent sans doute tout cela naturel parce qu'ils s'en croient l'avant-garde. Un coup de force à vocation émeutière, mais sans les moyens et la force de son volontarisme exacerbé. Mais malgré toutes ces limites c'était encore dans un contexte et surtout un rapport de force où les cortèges pouvaient tenter de

faire corps, de contenir ensemble syndicalistes et toutes les gauches même la plus insurrectionniste.

Aujourd'hui c'est le « cortège de tête » comme entité abstraite existant en soi et pour-soi, complètement composite (Gilets jaunes, féministes, teufeurs, BB, antifas, badauds, etc.) qui donne la mesure, sans plus aucunement se préoccuper de ce qui peut se passer à l'arrière comme par exemple le samedi 28 novembre où le gros de la manifestation est resté bloqué deux heures à son point de départ parce que la CGT, refusant de suivre un cortège de tête livré à lui-même, a décidé de bloquer sa progression au niveau de la préfecture où elle avait de toute façon prévu une prise de paroles sur les centres de rétention.

Pourtant le cortège de tête n'est pas complètement artificiel et d'ailleurs nous y participons, mais il n'est plus représentatif du rapport de force que produirait un mouvement dans sa lutte. Il ne manifeste plus qu'en creux, le fait que rien n'est réglé de ce qui a fait les luttes précédentes, mais le rapport de force s'est inversé. Comment pourrait-il d'ailleurs en être autrement quand les manifestants disent s'opposer à l'article 24 au nom de la liberté d'expression et ne pas s'opposer aux mesures tout aussi antidémocratiques qui sont prises au nom de la lutte contre la crise sanitaire ? Le but du cortège de tête n'est pas franchement établi et d'ailleurs la diversité des panneaux individuels signale bien cette hétérogénéité même et on pourrait dire surtout, à l'intérieur du cortège de tête ; mais faute de mieux tout le monde espère au moins un petit affrontement pour marquer le coup et ne pas rentrer bredouille, car rien de pire pour le moral d'un « radical » que d'avoir le sentiment d'avoir fait une manifestation pour rien. Un but vague disions-nous au point où les slogans les plus limités et inconsistants² fleurissent et peuvent être repris en cœur comme le samedi 5 décembre par les antifas : « Darmanin démission » !

Ce cortège de tête qui s'effrite et se délite au fur et à mesure du trajet n'a alors plus l'intensité produite par la simple densité extrême du cortège compact de départ qui en lui-même donne de la force et porte une force potentielle. Ceux qui avancent sont rattrapés par d'autres qui leur disent de reculer ou d'attendre le gros des « troupes », le temps de latence produit par la rupture objective de la manifestation que, contrairement à Paris, la police n'a même pas besoin de scinder puisqu'elle se scinde elle-même, fait que la moindre rue perpendiculaire est alors utilisée par ce qui reste du cortège de tête comme lieu d'escarmouches avec les forces de l'ordre dès qu'elles montrent le bout de leur nez cagoulé. On ne saurait dire à l'heure actuelle si c'est un nouveau rituel, mais du côté des manifestants la simulation émeutière est assez évidente. Elle se matérialise par la présence relativement importante de présumés black blocs qui, dans ce contexte de mise en cause des violences policières, ont tendance alors à se conduire bande contre bande en ciblant particulièrement

les membres de la BAC pendant que les gentils accompagnateurs crient ACAB (*All Cops Are Bastards*). Des manifestants font du surplace et assistent à la chose tandis que d'autres avancent malgré tout en prenant de fait leur distance par peur ou indifférence ; mais tout le monde s'accommode des invectives et jets de projectiles malgré le peu de force de l'ordre à se mettre sous la dent. D'où un côté un peu surfait de tout cela, même quand il en ressort une certaine fierté de faire reculer 20 bacqueux sous un déluge de projectiles à la Fosse aux Ours. Tout se passe dans ce *no man's land* où il n'y a pourtant rien à conquérir et en dehors de tout intérêt pour ce qu'il serait une attaque du « temple du capitalisme » qu'est devenu, l'ancien Hôtel-Dieu qu'il nous est aujourd'hui interdit d'approcher alors qu'il a moins d'un an il était bombardé de peintures et projectiles. Pourtant, les forces de l'ordre sont maintenant clairement dans la retenue ; les consignes sont maintenant de ne pas faire de « bavure », de se prémunir contre de nouvelles remontrances du gouvernement et des médias. Quand les forces de l'ordre interviennent, à la fin de ces manifestations qui n'en finissent pas de ne pas finir, c'est pour le repousser de façon complétement théâtrale les résistants de la dernière heure, par exemple en avançant en ligne de face et en tapant sur leur bouclier avant de laisser faire le sale boulot à une BAC qui a attendu la tombée de la nuit qu'il n'y ait plus de journalistes... pour se livrer à sa basse besogne. D'où des blessés prévisibles mais invisibles comme le samedi 5 décembre (selon les *street medics* : au moins 3 blessés par des tirs de LBD à Lyon et trois personnes tabassées puis embarquées à la tombée de la nuit à l'angle de la rue Émile Zola et de la place Bellecour).

Le cortège de tête reste dans sa fixation d'une opposition à la police qui ne lui laisse aucune échappatoire surtout dans un rapport de force, nous l'avons déjà dit, devenu beaucoup plus défavorable que ces deux dernières années.

La Gauche pendant ce temps tente de récupérer de la crédibilité, déclaration de parcours après déclaration de parcours. Pour elle l'essentiel est que le cortège puisse se former et d'ailleurs cette position est reprise par certains Gilets jaunes organisés, mais qui sont en fait devenus ses supplétifs. En effet, ils se mettent aujourd'hui à signer au bas de n'importe quel appel ou collectif d'organisations, ce qu'on avait toujours refusé pendant le mouvement. Pour ses « résilients », la défaite non assumée les renvoie directement vers une convergence sans issue avec des organisations croupions qui se serrent d'autant plus les coudes que chacune séparément ne représente à peu près plus rien et se retrouve incapable d'appeler toute seule. Cette situation fait que ces manifestations demeurent, pour le moment, amarrées à un cap de « contestation légitime » des violences policières et leurs organisateurs seront sans doute prêts à accepter l'hypothèse de manifestations immobiles si cette idée déjà utilisée dans les faits à l'étranger passait tout à coup dans la tête du pouvoir en France.

Quelques participants aux manifestations à Lyon, le 15 décembre 2020

1. Ainsi, on a pu voir à Lyon quelques commerçants indépendants du centre-ville assister et participer aux premières assemblées des Gilets, mais qui chaque fois que se décidait le trajet, posait la question : mais pourquoi dans le centre, pourquoi rue de la République comme si nous étions nous les ennemis. Au bout de deux ou trois AG, ils ne sont bien sûr plus revenus. Dans une situation, disons non insurrectionnelle, même si très troublée, il n'y avait tout simplement pas de solution et deux mois après nous vîmes apparaître des affichages sur tous les commerces indépendants, y compris les plus petits et les plus marginaux pour interdire les manifestations en centre-ville les samedis. [↔]
2. Quand on pense que les gauchistes et autres antifas critiquaient le côté non politique et non explicitement anticapitaliste des Gilets jaunes parce qu'ils voulaient simplement « Allez les chercher chez eux » ! C'est pourtant sûr que, quant à faire dans l'infra-politique, cela avait quand même une autre gueule. [↔]